



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt cinq, le vingt quatre février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 février 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 26

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliki PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 6

Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE donne pouvoir à Yannick LE COQ
Isabelle NOTHEAUX donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Thierry GOUMENT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 24 février 2025

M_DL250224_009

EDUCATION ENFANCE JEUNESSE - FRAIS DE SCOLARITÉ - PRÉSENTATION DES COUTS ET APPLICATION DU PRINCIPE DE RÉCIPROCITÉ POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2024-2025

Madame Fabienne MALANDAIN, 1^{ère} Adjointe au Maire – La scolarisation d'un enfant hors de sa commune de résidence est soumise à un mécanisme de répartition des frais de scolarisation entre la commune d'accueil et la commune de résidence.

Les articles L.212-8 et R. 212-21 à 23 du code de l'éducation déterminent les cas dans lesquels la commune de résidence d'un élève est tenue de participer aux dépenses afférentes à sa scolarisation dans une école maternelle ou élémentaire publique d'une autre commune.

La participation de la commune de résidence est obligatoire lorsque :

- la commune de résidence ne dispose pas d'une école publique ;
- la commune de résidence dispose d'une école publique mais que la capacité n'est pas suffisante ;
- le maire de la commune de résidence donne son accord pour scolariser un élève hors de sa commune ;
- l'inscription d'un élève en dehors de sa commune de résidence est justifiée par l'une des contraintes suivantes :
- des obligations professionnelles des parents dont la commune de résidence n'assure pas de service périscolaire (restauration scolaire et accueil) ;
- un état de santé de l'enfant nécessitant des soins dans la commune d'accueil ;
- un frère ou une sœur inscrit(e) la même année scolaire dans une école publique de la commune d'accueil.

Pour l'année scolaire 2024-2025, la Ville de Montivilliers compte 48 enfants scolarisés dans des communes extérieures, 20 en maternelle et 28 en élémentaire, 45 enfants domiciliés dans d'autres communes sont scolarisés à Montivilliers, 16 en maternelle et 29 en élémentaire.

Pour les communes extérieures qui scolarisent des enfants à Montivilliers sans accueillir des enfants montivillonnais, le tarif appliqué est fixé à 615,00 € par élève.

En cas de réciprocité, le montant de la participation est fixé au tarif prévu dans la délibération de la commune extérieure, si celui-ci est inférieur à 615,00 €.

Pour l'année scolaire 2024 – 2025 la dépense prévisionnelle est de 29 520,00 € pour ce qui doit être remboursé aux autres communes. La recette prévisionnelle est quant à elle de 27 675,00 €.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Éducation et notamment son article L. 212-8 ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

VU la loi 2004.809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

VU le budget primitif de l'exercice 2025 ;

VU le calcul des dépenses et recettes de l'année scolaire 2024 - 2025 ;

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 212-8 du code de l'éducation, la ville de Montivilliers est tenue de participer aux frais de scolarité des enfants domiciliés à Montivilliers inscrits dans les écoles publiques d'autres communes ;
- Que pour l'année scolaire 2024-2025, la Ville de Montivilliers compte 48 enfants scolarisés dans des communes extérieures, 20 en maternelle et 28 en élémentaire, 45 enfants domiciliés dans d'autres communes sont scolarisés à Montivilliers, 16 en maternelle et 29 en élémentaire ;
- Que cette mesure revêt un caractère de réciprocité : ainsi, la ville de Montivilliers demande aux communes dont les enfants sont scolarisés à Montivilliers de participer également aux frais de fonctionnement ;
- Qu'en cas de réciprocité, le montant de la participation est fixé au tarif prévu dans la délibération de la commune extérieure, si celui-ci est inférieur au tarif prévu par la présente délibération.

Sa commission municipale n°1 Vie éducative réunie le 28 janvier 2025 consultée ;

VU le rapport de Madame **Fabienne MALANDAIN**, Adjointe au Maire en charge de l'Enfance et de la Vie éducative, de la Jeunesse, de l'Environnement et des Transitions écologiques ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à engager les procédures administratives et financières nécessaires ;
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à fixer la participation des autres communes aux frais de scolarité à 615,00 € par élève scolarisé à Montivilliers pour l'année scolaire 2024-2025 ;
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à régler le paiement des frais de scolarité des Montivillons scolarisés dans les communes extérieures et dont les dérogations auront été accordées par la ville, selon les modalités prévues par la présente délibération.

Imputation budgétaire

Exercice 2025

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 211 : Écoles maternelles

Nature et intitulé : 6558 : Autres contributions obligatoires

Montant estimé de la dépense : 12 300,00 €

Sous-fonction et rubriques : 212 : Écoles élémentaires

Nature et intitulé : 6558 : Autres contributions obligatoires

Montant estimé de la dépense : 17 220,00 €

Sous-fonction et rubriques : 211 : Écoles maternelles

Nature et intitulé : 74741 : Participation des communes

Montant estimé de la recette : 9 840,00 €

Sous-fonction et rubriques : 212 : Écoles élémentaires

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Nature et intitulé : 74741 : Participation des communes

Montant estimé de la recette : 17 835,00 €

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

